

lution, envoyer nos délégués à San-Francisco afin qu'ils puissent se mettre au courant des opinions des grandes nations qui y seront représentées et qu'ensuite ils exposent les vues du Canada. Que nos délégués n'oublient jamais que, bien que le Canada soit fier d'être le premier dominion du Commonwealth britannique, il est le maître chez lui. L'Empire britannique et les Etats-Unis reconnaissent tous deux le statut de notre pays et se rendent compte qu'à l'avenir on devra tenir compte de son opinion dans la discussion des questions relatives à la paix ou à la guerre.

Lors même que quarante-quatre nations seront représentées à cette conférence, la Russie, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis seront, comme l'a dit l'honorable leader de l'opposition, les puissances dominantes. Et pourquoi n'en serait-il pas ainsi? Ce sont ces pays qui, au cours des cinq dernières années, ont porté le poids du jour et le fardeau de la guerre. Toutefois, le Canada a pris une noble et impressionnante part à ce conflit. Le fait est bel et bien reconnu par l'Angleterre, les Etats-Unis et la Russie et constitue, j'ose-rais dire, la raison pour laquelle le Canada a été invité à envoyer des représentants à cette conférence des Nations Unies.

Aujourd'hui, nous ne pouvons faire plus que d'adopter cette résolution et souhaiter bon voyage à nos délégués. Nous devons leur laisser l'entière liberté d'exprimer leurs opinions en réponse à celles qu'exposeront les représentants des autres puissances relativement à certains principes qui seront probablement mis en discussion. Lorsque nos délégués soumettront leur rapport, le Parlement du Canada se prononcera sur l'étendue de la participation que prendra notre pays à l'établissement d'une organisation destinée à assurer, en autant que la chose est humainement possible, le bannissement de la guerre et le maintien de la paix dans le monde. Je dis donc que nous devons souhaiter bon voyage à nos délégués. Il me semble que le monde a déjà assez souffert de la guerre, et tout ce qui pourra empêcher l'agression dans l'avenir sera certainement bien accueilli, en particulier par notre grand Dominion pacifique. Peu m'importe qu'un pays ou un autre s'oppose à quelques-unes des propositions qui seront discutées à San-Francisco. Il y a tout lieu de croire qu'après avoir dépensé tant d'énergie, d'argent et de sang, qu'après les ravages des cinq dernières années, aucun représentant d'une des grandes puissances n'osera déclarer à la conférence, "Nous ne voulons pas consentir au règlement des différends internationaux par voie d'arbitrage". Je suis convaincu que je me fais l'interprète des sentiments de tous les Canadiens en affirmant

qu'on n'a pas à s'inquiéter de la part que le Canada prendra à la conférence pour collaborer à assurer la paix et la sécurité dans le monde.

L'honorable IVA C. FALLIS: Honorables sénéteurs, en prenant la parole en ce moment sur ce projet de résolution, je me rends bien compte que je n'apporterai rien de bien nouveau dans ce débat, vu que l'on a à peu près tout dit au cours de la discussion dans les deux chambres du Parlement. C'est plutôt à titre de membre féminin du Sénat que je veux marquer ici tout l'intérêt que les femmes du Canada portent à cette conférence; car, si quelqu'un doit s'intéresser profondément à l'abolition de la guerre et au maintien de la paix, c'est bien la femme ou la mère canadienne qui a connu les angoisses des quelques dernières années.

L'honorable M. DUFF: Très bien.

L'honorable Mme FALLIS: Les souffrances endurées et les sacrifices consentis par un si grand nombre de femmes canadiennes ont laissé dans leurs cœurs des traces si profondes qu'elles sont unanimes à s'écrier: "Préservez-nous à tout jamais de la guerre!" La chose s'applique avec plus de sens encore aux jeunes femmes de notre pays qui, naturellement, rêvent d'une ère de paix et de sécurité qui leur permettra de fonder des foyers et d'élever leurs familles sans craindre ou redouter le sort que l'avenir réserve à leurs enfants. Voilà pourquoi, bien que les femmes du Canada aient fait de leur mieux pour aider à gagner la guerre et que personne plus qu'elles ne se réjouira de la cessation de la guerre, leurs pensées se portent bien au-delà du grand jour de la victoire, se demandant si cet événement leur vaudra l'assurance de la paix et de la sécurité internationales à l'avenir.

Je pense pouvoir ici exprimer l'opinion d'un grand nombre de Canadiens en disant, relativement à cette conférence, que ce que nous désirons le plus, c'est une garantie de paix pour l'avenir, quelque chose de plus que de simples paroles.

L'honorable M. DUFF: Très bien.

L'honorable Mme FALLIS: Nous avons eu jusqu'ici, dans l'intérêt de la paix et de la sécurité, trop de vaines paroles et pas assez de véritable action pour en assurer la réalisation.

Des VOIX: Très bien.

L'honorable Mme FALLIS: C'est peut-être à cause de cet état de choses que certains d'entre nous ont lu avec une certaine méfiance le discours qu'a prononcé le premier ministre quand il a présenté ce projet de résolution